

Dans cette édition

Page 1

Renforcer les prévisions de recettes budgétaires

Renforcer la supervision de la cybersécurité dans le secteur bancaire

Page 2

Appuyer la mise en œuvre des actions prioritaires de mobilisation des recettes fiscales en RCA

Page 3

Elaborer un projet de directive sur la comptabilité des matières pour les pays de la CEMAC

Page 4

Améliorer l'analyse et la présentation des risques budgétaires au Gabon et au Tchad

Page 5

Améliorer la stratégie de la dette à moyen terme en RDC

Page 6

Prochaines dates à retenir

Nous sommes sur le Web !
[retrouvez-nous à l'adresse](http://www.afritaccentre.org)

www.afritaccentre.org



Evénements remarquables

RENFORCER LES PREVISIONS DE RECETTES BUDGETAIRES



AFRITAC Centre a organisé du 5 au 9 août 2019, à Sao Tomé-et-Principe, un séminaire régional sur le thème : « Renforcer les prévisions des recettes budgétaires ». Ce séminaire a réuni une trentaine de participants, notamment des responsables des pays membres d'AFC en charge des prévisions des finances publiques dans le cadre des travaux de cadrage macroéconomiques, et des prévisions des recettes des régies financières.

Les objectifs de cette rencontre étaient de : (i) partager l'expérience internationale et régionale ; (ii) présenter et

discuter des orientations méthodologiques pour projeter les recettes budgétaires ; (iii) développer la capacité à apprécier les dynamiques des recettes budgétaires ; (iv) renforcer la documentation budgétaire et ; (v) discuter comment AFRITAC Centre peut contribuer à renforcer les dispositifs des pays dans ce domaine au cours de ses prochaines missions d'assistance technique.

RENFORCER LA SUPERVISION DE LA CYBERSECURITE DANS LE SECTEUR BANCAIRE



POUR UNE APPROCHE EFFICACE DE LA REGULATION ET DE LA SUPERVISION CONCERNANT LA CYBERSECURITE DANS LE SECTEUR BANCAIRE

Séminaire interrégional

Le Département des Marchés Monétaires et de Capitaux (MCM) du Fonds Monétaire International (FMI) et les Centres Régionaux d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) et l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

23 - 26 Septembre 2019, Hôtel Golden Tulip, Cotonou, République du Bénin

AFC a organisé un séminaire régional, conjointement avec l'AFRITAC de l'Ouest et le Département des Marchés Monétaires et de Capitaux du FMI, en septembre 2019 à Cotonou (Bénin), portant sur le thème suivant : « Pour une approche efficace de la régulation et de la supervision concernant la cybersécurité dans le secteur bancaire ». Le séminaire a permis de faire un tour d'horizon des enjeux qui s'attachent au renforcement de la cybersécurité dans le système bancaire de la CEMAC. Des points d'attention spécifiques ont porté sur les

modalités des contrôles sur pièces et sur place en matière de cybersécurité, afin de conférer au séminaire régional un caractère opérationnel pour les autorités participantes, lesquelles ont également présenté leur situation et leurs difficultés en ce domaine. De nombreux échanges entre les experts et les participants ont contribué à la dynamique de partage d'expériences entre les autorités des deux sous-régions de l'Afrique Subsaharienne francophone et au renforcement de leurs capacités.

RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

RENFORCEMENT DES PRINCIPALES FONCTIONS DES ADMINISTRATIONS FISCALES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Appuyer la mise en œuvre des actions prioritaires de mobilisation des recettes fiscales en **RCA**

Une mission d'appui à la mobilisation des recettes fiscales s'est rendue auprès de la Direction générale des impôts et des domaines (DGID). Elle visait entre autres : (1) l'identification des entreprises qui présentent des risques déclaratifs et de paiement, (2) l'élaboration des outils méthodologiques permettant leur meilleure couverture et (3) l'actualisation des arriérés fiscaux et un plan de recouvrement d'arriérés facilement recouvrables.

Résultat : Les actions prioritaires suivantes ont été proposées aux autorités : contrôle ponctuel des entreprises présentant des incohérences entre les déclarations déposées et l'évolution de croissance économique, contrôle des entreprises ayant signé des conventions d'exonérations avec l'Etat et contrôle ponctuel des entreprises à risques déclaratifs identifiés en matière de TVA.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer la direction des moyennes entreprises au **Tchad**

La mission avait pour objectif principal d'apporter des outils méthodologiques et didactiques nécessaires au renforcement des capacités opérationnelles prenant en compte trois éléments : (1) l'élargissement et la maîtrise du fichier des moyennes entreprises et des assujettis à la TVA ; (2) une meilleure fidélisation des entreprises moyennes et ; (3) l'amélioration de la performance budgétaire de la Direction des moyennes entreprises.

Résultat : La mission a contribué à la formulation d'un plan global de renforcement des capacités opérationnelles de la Direction des moyennes entreprises.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Améliorer la stratégie de recouvrement des arriérés fiscaux de la Direction générale des impôts (DGI) en **RDC**

La mission avait pour objectifs : (1) le recensement exhaustif des arriérés par nature de risque, (2) l'élaboration d'un plan de recouvrement des restes à recouvrer facilement recouvrables et (3) de proposer des mesures de modernisation du recouvrement et de renforcement du traitement du contentieux (simplification de la législation et de la réglementation, outils de gestion, tableau de bord de suivi, automatisation).

Résultat : Identification d' arriérés facilement recouvrables établis à 186 milliards de CDF ; Identification de 342 cas contentieux qui doivent être traités rapidement pour espérer le recouvrement des soldes restant dus ; Modification des délais de recours en matière contentieuse, d'abord de 6 à 1 mois le délai de saisine et de 6 à 2 mois le délai de réponse de l'administration fiscale ; Obligation de

présenter en annexe du recours contentieux, les preuves de paiement des sommes non contestées ; Durant la phase contentieuse, refuser d'accepter des pièces justificatives non produites pendant la phase de vérification ; Renforcement des équipes en charge du contentieux et leur formation.

RENFORCEMENT DES PRINCIPALES FONCTIONS DES ADMINISTRATIONS DOUANIERES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Appuyer la préparation du plan pluriannuel d'assistance technique en vue du renforcement de la valeur en douane au **Cameroun**

La mission avait pour objectif d'apporter un appui pour la préparation d'une stratégie de renforcement du contrôle des valeurs déclarées en douane. Cette stratégie devrait prendre en compte les éléments suivants : (1) obéir aux règles de l'OMC en la matière ; (2) conduire au développement des capacités propres de la DGD, tout en optimisant l'apport du contrat en cours avec un prestataire privé ; et (3) contribuer significativement à l'amélioration de la performance en matière de recettes.

Résultats : Elaboration du Plan pluriannuel d' assistance technique (PPAT) pour le renforcement du contrôle de la valeur en douane ; Identification des actions préalables à la mise en œuvre du PPAT.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Appuyer la mise en œuvre des actions prioritaires de mobilisation des recettes douanières au **Gabon**

Cette mission avait pour objectif de faire un état de la mise en œuvre des recommandations du Département des Finances Publiques du FMI.

Résultats : Des progrès ont été enregistrés sur : (1) la mise en conformité des droits de douane avec le tarif douanier, (2) la configuration de la sélectivité dans le système informatique douanier *Sindara* et (3) la suppression des exonérations et la codification des codes additionnels.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Améliorer la maîtrise de la valeur en douane à **Sao Tomé-et-Principe**

La mission portait sur l'appui à la mise en œuvre du projet pluriannuel d'assistance technique pour le renforcement de la maîtrise de la valeur en douane. Elle avait également pour objectif d'assister à l'élaboration d'un plan de contrôle des déclarations portant des risques de minoration de valeur.

Résultat : Formation des cadres sur les meilleures pratiques conformes aux normes de l'OMC en matière de valeur en douane (valeur transactionnelle, les méthodes de substitution) et proposition de mise en production du module valeur dans le système informatique *Sydonia Word*.

RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

RENFORCER LE CADRE LEGAL ET INSTITUTIONNEL DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Elaborer un projet de directive sur la comptabilité des matières pour les pays de la **CEMAC**

Cette activité avait pour but d'appuyer la CEMAC à l'adoption d'un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de gestion des finances publiques. Plus spécifiquement, il s'agissait d'élaborer une directive régionale sur la comptabilité matières / stock pour les pays membres de la CEMAC, ainsi que ses directives opérationnelles.

Résultat : Elaboration d'un projet de directive sur la comptabilité matière pour les pays membres de la CEMAC.

AMELIORER LA PREPARATION DU BUDGET DE L'ETAT POUR LE RENDRE PLUS DETAILLE, CREDIBLE ET BASE SUR DES POLITIQUES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Appuyer la préparation d'un budget annuel plus exhaustif et unifié au **Tchad**

Cette activité avait pour objectif d'appuyer les services informatiques et la Direction Générale du Budget pour la réalisation des travaux préparatoires devant permettre la bascule en 2020 du circuit intégré de la dépense vers la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat. La mission a travaillé avec les services de la chaîne de la dépense et des recettes et particulièrement avec la Direction du budget, la Direction de l'informatique, la Direction de la solde, la Direction du Trésor et de la comptabilité.

Résultat : Amélioration du Circuit intégré de la dépense (CID). Préparation de l'environnement informatique pour l'élaboration du Projet de loi des finances 2020 avec la nouvelle nomenclature budgétaire et toutes les classifications conformes aux directives de la CEMAC et aux normes internationales.

AMELIORER L'EXECUTION ET LE CONTROLE BUDGETAIRES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer le contrôle interne budgétaire au **Congo**

La mission avait pour objectif d'appuyer principalement la Direction Générale du Budget et la Direction Générale du Plan et du développement ainsi que les autres acteurs de la chaîne de la

dépense : Direction générale du contrôle budgétaire, la Direction générale du contrôle des marchés publics, les directions des études et de la planification et les directions des affaires financières des ministères, dans la gestion des investissements en approche AE/CP.

Résultat : La mission a produit des recommandations pour l'amélioration de la gestion et la documentation des dépenses d'investissements.

AMELIORER LA COUVERTURE ET LA QUALITE DES RAPPORTS FINANCIERS

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Améliorer le contrôle interne comptable au **Gabon**

La mission portait sur l'appui à la mise en œuvre du contrôle interne comptable et l'apurement des comptes d'attente et d'imputation provisoire. Elle avait pour objectifs : (1) d'assurer le renforcement des capacités des cadres de la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor sur les méthodes et outils du contrôle interne comptable, avec la participation active de la Cour des comptes; (2) de scruter avec la Cour des comptes les approches de solutions pertinentes en vue de l'apurement des comptes d'imputation provisoires, d'avances et des comptes internes affaiblissant la qualité du compte général de l'Etat ; et (3) de proposer un référentiel méthodologique d'apurement des comptes ci-dessus cités.

Résultat : Sensibilisation des autorités dans la mise en place d'un dispositif de contrôle interne comptable via l'organisation d'un séminaire de trois jours au bénéfice des cadres de la DGCP/T DPCP.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Améliorer la qualité de l'information comptable en **RCA**

La mission visait les objectifs suivants : (i) améliorer le dispositif d'enregistrement des opérations de recettes et de dépenses ; (ii) renforcer le mécanisme de rapprochement mensuel des comptes du Trésor avec la banque centrale au titre de l'année 2019 ; et (iii) proposer des pistes de solutions pour le suivi, la régularisation et/ou l'apurement des comptes d'attente et d'avance au budget.

Résultat : Amélioration du dispositif d'enregistrement des opérations de recettes et de dépenses et renforcement du mécanisme de rapprochement mensuel des comptes du Trésor avec la banque centrale.

RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

RENFORCER L'IDENTIFICATION, LE SUIVI ET LA GESTION DES RISQUES BUDGETAIRES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Améliorer l'analyse et la présentation des risques budgétaires au **Gabon** et au **Tchad**

Les deux ateliers nationaux organisés par AFC avait pour objectifs de : 1) définir les risques budgétaires et reconnaître leurs principales caractéristiques ; 2) d'initier un inventaire des risques budgétaires auxquels le pays peut être confronté, les évaluer et les classer en fonction de leur importance, et identifier les canaux de transmission vers le budget et la dette de l'Etat ; 3) de trouver des méthodes d'analyse des risques macroéconomiques et des risques provenant de sources particulières, comme les garanties de crédit de l'Etat, les administrations infranationales, les entreprises publiques, et les partenariats publics privés ; 4) de définir le format, les sources d'informations et les analyses du rapport sur les risques budgétaires ; et 5) de déterminer les dispositifs institutionnels, administratifs et légaux nécessaires pour atténuer, suivre et gérer efficacement les risques budgétaires.



Résultat : Appui à l'identification, au suivi et à la gestion des risques budgétaires afin de les quantifier et de suggérer les mesures d'atténuation et de provisionnement pour limiter les conséquences de ceux-ci sur le cadrage et l'exécution budgétaires.

RENFORCER LA COMPILATION ET LA DIFFUSION DES STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES POUR LA PRISE DE DECISION

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Assurer la production et la diffusion des statistiques des finances publiques au **Cameroun**, **Congo**, en **RCA**, à **Sao Tomé-et-Principe** et au **Tchad**.

Des missions d'assistance technique sur l'application de la nouvelle méthodologie du *Tableau des Opérations Financières de l'Etat*

(TOFE) ont assisté les personnels des statistiques dans le cadre du programme d'activités d'AFRITAC Centre. Elles venaient appuyer les cadres des pays à la mise en œuvre la Directive numéro 05/11-UEAC-190-CM-22 de la CEMAC portant TOFE, ainsi que le *Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2014 (MSFP 2014)*.



Résultat : Lancement des travaux de production des statistiques de la dette suivant la méthodologie du *Guide des Statistiques de la Dette Publique/MSFP 2014* au Congo (Direction de la Dette Publique) et Cameroun (Caisse Autonome d'Amortissement). Mise à jour des séries des statistiques des finances publiques annuelles couvrant l'Administration Centrale Budgétaire, remplissage et transmission des questionnaires statistiques-navettes du FMI pour publication dans son annuaire statistique : pour les périodes de 2018 (Cameroun), 2016-2018 (Congo), 2014-2018 (RCA), 2013-2018 (Sao Tomé-et-Principe) et bientôt 2012-2018 (Tchad).

RENFORCER LA COMPILATION ET LA DIFFUSION DES STATISTIQUES MACROECONOMIQUES POUR LA PRISE DE DECISION

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Assurer la promotion des comptes nationaux de qualité en **RCA**

La mission avait pour objectif d'appuyer l'Institut Centrafricain de statistiques et des études économiques et sociales (ICASEES) dans l'amélioration de la qualité des comptes nationaux et la finalisation des nouvelles nomenclatures, qui seront utilisées dans les travaux sur le changement d'année de base.

Résultat : Amélioration de la qualité des comptes nationaux, finalisation des nouvelles nomenclatures qui seront utilisées dans les travaux de changement d'année de base et formation des cadres sur le rebasage.

RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer la production des comptes nationaux au **Congo**

La mission multisectorielle avait pour objectif d'établir un diagnostic des statistiques de comptabilité nationale, des prix, de finances publiques, et du secteur extérieur, et de fournir une assistance technique sur ces domaines à l'exception des statistiques de prix

Résultat : Amélioration de la coordination pour la production et de la diffusion des statistiques dans le pays.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer les pratiques de diffusion des données par le biais de la page nationale récapitulative des données au **Gabon**

AFRITAC Centre a appuyé une mission conjointe du Département des statistiques du FMI et de la Banque Africaine de Développement (BAD). L'objectif de la mission était d'aider le Gabon dans les travaux préparatifs de lancement de la page nationale récapitulative des données (PNRD) du Système Général de Dissémination des Données-amélioré (SGDD-a). Le système offre aux pays membres un cadre de référence pour une plus large stratégie nationale de développement des statistiques. Il s'applique à un ensemble de statistiques qui sont jugées essentielles pour tous les pays aux fins de l'élaboration de la politique économique et de l'analyse dans un contexte qui exige de plus en plus des statistiques pertinentes, complètes et précises.



Résultat : Lancement réussi de la Page Nationale Récapitulative des Données (PNRD) de la plateforme du Système Général de Dissémination des Données-amélioré (SGDD-a)

DEVELOPPER UNE STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME (SDMT) POUR REDUIRE LE COUT DE LA DETTE PUBLIQUE SUJET AUX RISQUES ET ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR DES TITRES PUBLICS

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Améliorer la stratégie de gestion de la dette en **République démocratique du Congo**

Une mission de formation sur l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de la dette à moyen terme (SDMT) prévoit d'assister les services de la Direction générale de la dette publique dans la mise à jour de la SDMT, la préparation du plan de financement de l'exercice budgétaire 2020 et l'amélioration du contenu du document de la SDMT.

Résultat : Amélioration du contenu du projet de document de la SDMT, préparation du projet du plan de financement de l'exercice budgétaire 2020

AMELIORER L'EFFICIENCE DE L'UTILISATION DES MOYENS DE SUPERVISION AFIN DE MIEUX SUPERVISER LES PRINCIPAUX RISQUES PRESENTS DANS LE SYSTEME BANCAIRE

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Réviser la méthodologie de contrôle sur place du risque de crédit dans les banques, à la **Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC)**

La mission d'assistance technique à la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) portait sur le renforcement des capacités de la Direction du contrôle sur place à réaliser des missions d'inspection dans les établissements de crédit de la CEMAC dans le domaine du risque de crédit, selon l'approche de la supervision basée sur les risques.

Résultat : Mise à niveau de la méthodologie de contrôle sur place du risque de crédit dans les établissements de crédit, selon l'approche basée sur les risques, afin de l'enrichir en fonction des normes et des bonnes pratiques internationales.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Assurer la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques, à la **Banque de la République du Burundi (BRB)**

L'atelier de travail organisé poursuivait trois objectifs destinés à répondre aux besoins exprimés par la BRB à l'issue de la précédente mission à savoir 1) élaborer une feuille route pour finaliser le passage à la supervision basée sur les risques ; 2) réviser le projet de canevas du rapport annuel réglementaire relatif au contrôle interne et à la gestion des risques ; et 3) enrichir la typologie des indicateurs de surveillance et d'alerte des superviseurs bancaires en charge du contrôle permanent des établissements de crédit.

Résultat : Une feuille de route a été élaborée pour engager un plan d'action global destiné à engager les réformes réglementaires et opérationnelles permettant de finaliser la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques. Les éléments ont été discutés avec la BRB pour en assurer l'appropriation. Le canevas du rapport précité a été révisé. Les besoins d'évolution des indicateurs de surveillance et d'alerte ont été évalués et déterminés avec le concours des superviseurs qui les utiliseront.

RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

S'ASSURER QUE LES BANQUES DISPOSENT DE FONDS PROPRES ET DE LIQUIDITES SOLIDES POUVANT COUVRIR DE MANIERE ADEQUATE LEURS RISQUES ET CONTRIBUANT A LA STABILITE DU SYSTEME FINANCIER

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Préparer la transposition d'ensemble du dispositif de Bâle (Bâle II / Bâle III) dans la réglementation prudentielle, à la **Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC)**

Un atelier de travail a été organisé avec la DREGRI (Direction de la Réglementation, des Etudes Générales et des Relations

Internationales) du Secrétariat Général de la COBAC pour élaborer une feuille de route en vue de définir un plan d'action global destiné à procéder à la transposition complète du dispositif de Bâle dans la CEMAC dans la réglementation prudentielle de la CEMAC applicable aux établissements de crédit.

Résultat : Elaboration d'une feuille de route détaillée pour la COBAC, en vue du lancement d'un projet global de transposition du dispositif de Bâle, avec un horizon d'achèvement d'environ 3 ans, tenant compte des réformes déjà effectuées et en adaptant les recommandations au contexte spécifique du système bancaire de la CEMAC et des besoins de supervision de la COBAC.

PROCHAINES DATES A RETENIR

MISSIONS

Domaine	Pays/Institution	Activité	Dates
Administration douanière	Burundi	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	6-17 janvier 2020
Administration fiscale	Gabon	Renforcement de la collaboration douanes-impôts pour lutter contre la fraude à la TVA	11-22 novembre 2019
	Burundi	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	2-13 décembre 2019
Gestion budgétaire	RCA	Connexion du module plan d'engagement au module exécution du budget (GESCO)	18-29 novembre 2019
	Gabon	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire	2-13 décembre 2019
	RDC	Poursuivre la revue des projets annuels de performance	13-24 janvier 2020
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Fiabilisation de la gestion de trésorerie	6-17 Janvier 2020
	Cameroun	Renforcement de la gestion de la trésorerie	20-31 Janvier 2020
Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	CEMAC/AFRISTAT	Séminaire sur les prévisions macroéconomiques	11-15 novembre 2019
	RCA	Renforcement de la crédibilité budgétaire	20 novembre au 3 décembre 2019
	RDC	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Décembre 2019
	Tchad	Amélioration de la programmation budgétaire pluriannuelle	Janvier 2020
	STP		Janvier 2020
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Elaborer le TOFE selon la nouvelle méthodologie du MSFP 2001/2014	Novembre 2019
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Novembre 2019 Janvier 2020
	Congo	Appui à l'élaboration des comptes nationaux	Novembre 2019
	Tchad	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	Novembre 2019
Gestion de la dette publique	Guinée équatoriale	Mission diagnostic	18-22 novembre 2019
	BEAC	Proposition d'un plan de réformes pour le développement du marché des titres régional	2-6 décembre 2019
	Congo	Amélioration du cadre institutionnel de la gestion de la dette	9-20 décembre 2019
	Tchad	Formation sur la stratégie de la dette à moyen terme	13-24 janvier 2020

Domaine	Pays/Institution	Activité	Dates
	RCA	Amélioration de la qualité des données de la dette	13-24 janvier 2020
Régulation et supervision bancaires	STP	Élaboration d'une nouvelle réglementation prudentielle relative à la gestion des risques	11-22 novembre 2019
	BDI	Opérationnalisation de la révision des indicateurs de surveillance et d'alerte utilisés par les superviseurs dans le secteur bancaire	13-17 janvier 2020
	RDC	Révision de la méthodologie de notation des banques selon l'approche basée sur les risques	27 janvier – 07 février 2020

SEMINAIRES REGIONAUX

Domaine	Thème	Lieu	Date
Administration fiscale	Gouvernance des administrations fiscales et douanières	Brazzaville	13-17 janvier 2020

AFRITAC Centre est une initiative de FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



Australian Government
Department of Foreign Affairs and Trade



La banque de l'UE



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands